

Postface

Mouvements sociaux et économie solidaire

À propos de la consommation critique

Jean-Louis LAVILLE

Encouragé par son coordinateur et stimulé par les contributions qu'il a réunies, je voudrais ajouter à cet ouvrage quelques lignes en forme d'invitation au dialogue dans la perspective d'un programme de recherche sur les mouvements sociaux et l'économie solidaire qui fasse une large place à la consommation critique. C'est en tout cas dans cette optique qu'est amorcé un premier échange entre les auteurs de ce livre et d'autres chercheurs, faisant l'hypothèse d'une possible complémentarité.

Longtemps, la critique s'est avant tout intéressée à la production et au conflit central de la société industrielle entre le capital et le travail. Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, les régimes communistes ont prétendu avoir dépassé cet antagonisme alors que les régimes capitalistes promouvaient pour leur part, dans la période fordiste, un processus de diminution relative des différences sociales par l'extension du salariat, la montée des classes moyennes et l'avènement de la société de consommation.

C'est cette idéologie d'un progrès à la fois économique et social qui commence à s'effriter dès la fin des années 1960. La rhétorique égalitaire en vigueur dans les pays de l'Est masque de moins en

moins l'oppression exercée par l'oligarchie; parallèlement, à l'Ouest, les modes de vie trahissent l'emprise des organisations (Pagès *et al.*, 2009) non seulement dans le travail mais aussi dans la consommation.

Rappelons juste quelques analyses qui sont restées comme des références ou des emblèmes de l'époque. En 1969, Alain Touraine souligne que les formes de la domination sont profondément transformées, l'intégration sociale passe par l'enrôlement des acteurs dans la consommation, la manipulation culturelle s'exerce sur les besoins et les attitudes autant que sur le travail. « Cette société d'appareils, dominée par de grandes organisations à la fois politiques et économiques, est plus orientée que jamais vers la puissance, vers le contrôle proprement politique et de son fonctionnement interne et de son environnement. » Cette société qui intègre, manipule et séduit est donc une société de l'aliénation définie comme la « réduction du conflit social par le moyen d'une participation dépendante » (Touraine, 1969 : 15) et « la classe ouvrière n'est plus dans la société programmée un acteur historique privilégié » (*ibid.*). De son côté, Herbert Marcuse entend renouveler la théorie critique de la société en notant qu'« avec la transformation du capitalisme libéral en capitalisme organisé, l'individualité est devenue périmée » (Marcuse, 1971 : 185), « le développement et l'expression de l'individualité créatrice ne semblent plus possibles que contre la société » (*ibid.* : 187) à travers le non-conformisme. Alors qu'un cercle vertueux reliant économique et social semblait s'être dessiné dans les sociétés capitalistes grâce à des négociations périodiques permettant des augmentations régulières de rémunérations pour les travailleurs, un doute s'insinue : la société de consommation, loin d'être une libération, serait-elle porteuse d'un enfermement dans un cycle de production et consommation d'autant plus irrépressible qu'il est fondé sur le manque à combler, indissociable de la condition humaine ?

C'est cette hypothèse que détaille Georges Perec dans *Les choses, une histoire des années soixante* :

« Il leur semblait maintenant que jadis... ils avaient eu au moins la frénésie d'avoir. Cette exigence, souvent, leur avait tenu lieu d'existence. Et puis? Qu'avaient-ils fait?... Quelque chose qui ressemblait à une tragédie tranquille, très douce, s'installait au cœur de leur vie ralentie. Ils étaient perdus dans les décombres d'un très vieux rêve, dans des débris sans forme.

Il ne restait rien. Ils étaient à bout de course... au terme de cette quête indéfinie qui ne les avait menés nulle part, qui ne leur avait rien appris. » (Perec, 1990 : 131-132.)

Cette étrangeté au monde est théorisée par les thèses situationnistes et par Jean Baudrillard dans une version radicalisée. Selon ce dernier, « la consommation n'est pas ce mode passif d'absorption et d'appropriation qu'on oppose au monde actif de la production » (Baudrillard, 1981 : 232), elle « est une activité de manipulation systématique de signes », « c'est l'idée de la relation qui se consomme dans la série d'objets qui la donne à voir. La relation n'est plus vécue : elle s'abstrait et s'abolit dans un objet-signe », ce qui constitue pour lui l'aboutissement « de la logique formelle de la marchandise analysée par Marx » (*ibid.* : 233-234).

À mesure que la croyance consensuelle en un avenir meilleur s'estompe, de nouvelles thématiques font logiquement irruption dans le débat public. La neutralité de la science et de la technique est vivement contestée et la prise de conscience de leur utilisation idéologique (Habermas, 1990) relativise la question de la propriété des moyens de production : une structure, « qu'elle soit définie comme capitaliste ou socialiste d'État trouve elle-même ses limites dans la logique technicienne poussée jusqu'à l'absurde » (CFDT, 1977 : 135), elle peut « s'organiser selon le même principe », « information hiérarchisée et cloisonnée, décision monopolisée, scission entre les dominants gestionnaires et les exécutants ». Le pouvoir du capital ne peut être extirpé par la seule intervention étatique, « la délégation que les travailleurs

consentiraient à l'État, pour représenter leurs intérêts, leurs désirs et leurs volontés risque de constituer [...], un remède pire que le mal » (*ibid.* : 305). D'où l'autogestion comme un rejet de toute subordination.

Cet appel à l'autodétermination amplifié dans les années 1970 par les luttes immigrées ne peut être limité à la production. La dépendance ne tient pas uniquement au statut de travailleur, elle passe aussi par l'achat de produits, émanant du marketing privé pour lequel le consommateur n'est qu'une cible, et elle passe par le recours à des services publics dans lesquels l'utilisateur n'est trop souvent qu'un assujéti. Les grands appareils technocratiques monopolisent donc la définition des besoins. Une conséquence en découle, que Jean De Munck explicite dans son chapitre, les mouvements de consommateurs ne peuvent plus être cantonnés dans leur rôle fordiste, ils abordent la question du sens de la production pour ce qui est des biens de consommation courante mais aussi pour ce qui est des services proposés dans le cadre de l'État-providence. C'est l'avènement d'une recherche d'alternatives qui se manifeste par une politisation de la vie quotidienne (Giddens, 1994 : 90-92) à travers de nouveaux mouvements sociaux, en particulier féministe et écologique.

La conflictualité sociale ne se résume pas à l'affrontement entre capital et travail. L'émergence d'engagements publics autour des questions de société ouvre de nouveaux fronts de contestation, entre autres à propos du modèle productiviste de l'inégalité entre les sexes ou du pouvoir des experts. La sensibilité autogestionnaire incite cependant à ne pas se contenter de la critique, elle génère une attention nouvelle au pouvoir-agir dans l'économie, comme le remarque Magali Zimmer dans ce volume. Des collectifs volontaires, coopératifs et associatifs, se forment à la confluence de l'autogestion et de l'alternative, dans l'agriculture biologique, dans l'alimentation naturelle, dans les énergies renouvelables comme dans les services de proximité. Autrement dit, la tradition de l'économie sociale qui a insisté sur les entreprises collectives et leur

fonctionnement interne est relayée par des actions visant à démocratiser l'économie à partir d'engagements citoyens. Apparaissant à partir de mouvements sociaux, se retrouvant au niveau international dans l'appellation d'économie solidaire, ces actions sont-elles pour autant entièrement nouvelles? Pour répondre à cette question et pour préciser l'importance de la consommation en leur sein, une « histoire du présent », au sens de Robert Castel, peut s'avérer heuristique parce qu'elle se fixe pour but de « comprendre et agir aujourd'hui » en « reconstruisant le système de transformations dont la situation actuelle hérite » (Castel, 1995).

Du lien à la dissociation entre consommation et production

Premier constat qui frappe à la relecture des documents historiques, l'importance accordée aux changements de comportements individuels dans l'économie solidaire fait écho à l'associationnisme pionnier de la première moitié du XIX^e siècle, caractérisé par l'imbrication des enjeux de production, de consommation et de protection. Il est en effet impossible à cette époque de séparer le secours mutuel du travail et du commerce comme de la revendication des droits. En cela l'associationnisme originel n'est pas, contrairement à ce qui est souvent postulé, une simple application des propositions d'auteurs utopistes ; s'il s'inspire de ceux-ci, il s'en démarque également et se singularise par des engagements existentiels et pragmatiques.

Engagements existentiels parce que l'associationnisme ne peut advenir sans une politique de la reconnaissance. Le mouvement mutualiste en témoigne en ce qu'il n'émane aucunement d'un réformisme des élites soucieuses de paupérisme, il se différencie de « l'éthique libérale de la responsabilité individuelle » comme de « la responsabilité collective prônée par les promoteurs de l'assurance » (Petitclerc, 2007 : 63). En son sein l'association prend sens comme « famille fictive, c'est-à-dire comme système cohérent de relations

sociales concrètes... telles les visites aux malades, l'aide à un frère, les assemblées, les manifestations publiques, les cérémonies funéraires, les fêtes associatives » (*ibid.*). Ces modes de socialisation sont la concrétisation d'une « conscience démocratique » qui au lieu d'être innée est à construire patiemment par des moments de retrouvailles et par des procédures de démocratie participative. Ce travail exigeant de la classe ouvrière sur elle-même, selon l'expression d'Edward. P. Thompson (1988), atteste d'une solidarité démocratique au sens où il résulte bien d'un contrôle collectif des mutualistes sans tutelle extérieure.

Engagements pragmatiques également puisqu'il s'agit de se confronter aux contraintes de la transition vers une société plus égalitaire, à mille lieues des rêves d'un monde parfait typiques du sectarisme. L'associationnisme « ouvre un nouvel espace horizontal d'expérimentation sociale sous le signe de l'utopie » mais partant « de la société », des « multiples formes de socialisation¹³¹ » (Abensour, 2000 : 49). Contrairement aux disciples orthodoxes les tenants de l'associationnisme « ne se sont pas contentés de reprendre servilement la doctrine des grands utopistes mais l'ont réactivée en la transformant par une synthèse avec le mouvement pratique » (*ibid.* : 101).

Le message presque effacé et pourtant transmis aux sujets contemporains est donc celui d'une « impulsion foncièrement démocratique pour autant que l'on ne limite pas la démocratie à une forme de régime, mais que l'on sache y percevoir une forme spécifique de socialisation ou d'institution du social » (*ibid.* : 17).

Cette démocratie expérimentale appelant une « alliance nouvelle, morale et matérielle entre celui qui produit et celui qui consomme » (in Faure et Rancière, 2007) dont parle Pierre Walry dès 1851 s'étirole néanmoins alors qu'elle est pour cet auteur constitutive de l'association ouvrière. À ses yeux, il est possible de fonder cette dernière sur des bases telles qu'elle ne soit pas exclusivement le domaine du producteur ni exclusivement celui du consommateur pour éviter soit que l'« inégalité » ne revienne

« presque aussi choquante qu'elle l'est aujourd'hui dans l'individualisme » si on la confie entièrement au travailleur, soit que celui-ci reste « sans initiative, à la merci et au commandement d'une collectivité sous le nom de réunions de consommateurs¹³³ » (Faure, Rancière, 2007 : 330-331).

Mais le plaidoyer de Walry et d'autres paroles ouvrières restent inaudibles. En contradiction avec leur souci, la législation qui admet plusieurs structures juridiques (associations, coopératives, mutuelles...) entérine les segmentations entre ces entités que l'associationnisme solidaire voulait réunir. Dès lors le débat sur les priorités fait rage dans le mouvement ouvrier, la conquête du pouvoir politique devient l'essentiel et la coopération de production auparavant valorisée comme un laboratoire ou une éducation au socialisme est critiquée pour ses limites.

Par contre la coopération de consommation semble plus prometteuse pour l'Internationale qui, à partir de 1868, opte en sa faveur entraînant un essor quantitatif. Mais au-delà des acquis, la spécialisation des activités économiques, l'accent mis sur l'entreprise, le rabattement de la dimension démocratique sur l'égalité dans le droit de vote et sur les mécanismes de représentation font perdre de vue l'ancrage dans une socialité démocratique éprouvée personnellement par chacun des participants à l'action collective. L'intégration sur le marché entraîne une baisse des engagements et du sentiment d'appartenance collective qui aboutit à une sorte de retournement des rapports entre les personnes et l'entreprise typique de l'économie sociale. Selon Claude Vienney, « l'appartenance des personnes à une collectivité solidaire est préalable à la formation d'une entreprise » mais cette dernière requalifie les personnes associées par une fonction qui les relie à son activité... d'où une obsolescence des relations d'aide, au profit de l'efficacité productive évaluée par chaque partenaire en référence à celle des autres entreprises » (Vienney, 1994 : 114). La théorie de l'économie sociale considère comme exemplaire l'entreprise non capitaliste, elle en fait le levier de changement privilégié et accompagne

donc la banalisation. Quand vient la concurrence des hypermarchés, les coopératives de consommateurs ne peuvent que céder la place, délaissées par leurs sociétaires.

Politique et économie en tensions

En réaction contre cette dérive fatale, l'économie solidaire s'adosse des mouvements sociaux et renoue avec une interrogation, fondamentale dans l'associationnisme mais longtemps oubliée, portant sur le sens de la production. Comme le mentionne Alain Lipietz, quand un produit ou un service est envisagé, savoir « au nom de quoi on le fait » prime sur « comment, sous quel statut et quelles normes d'organisations on le fait¹³⁵ » (Lipietz, 2001 : 50). Des entreprises au statut différent ne protègent pas contre les excès du productivisme et elles ne suffisent pas pour fonder une autre économie au service de la justice sociale, de la protection environnementale ou de la diversité culturelle. C'est dans ce contexte de recherche d'un « autre monde possible » dans les années 2000, donc d'élaboration des critères d'une autre économie respectueuse de l'humanité et de la nature, que reprennent vigueur les démarches de consommateurs critiques pour lesquels le rappel historique ci-dessus aide à formuler quelques points de vigilance.

La première vigilance concerne le danger de mythification d'une alternative réduite à une conversion individuelle. « Focalisés sur les aspects subjectifs et personnels, identifiant le progrès social au développement de la conscience intérieure, certains mouvements dits alternatifs deviennent incapables de percevoir des enjeux sociaux et économiques plus vastes » (Arnsperger, 2009 : 52). Le repli sur l'individu ou le micro-collectif engendre une mythologisation de l'alternative conçue comme un exercice prométhéen qui se méfie de tout rapport avec les pouvoirs publics au motif qu'il serait synonyme de récupération. Une telle analyse risque d'entraîner le passage d'un imaginaire « fécondant » à un imaginaire « leurrant » (Enriquez, 1972 : 65-92) qui réaffirme le projet

alternatif d'une manière dogmatique quand la réalité lui résiste. À l'inverse la critique sociale insuffisamment préoccupée du devenir des sujets peut dégénérer en « une idéologie purement objectiviste, décisionniste et souvent autoritaire » (Arnsperger, 2009 : 143), qui s'en remet à un changement de système en niant les sujets concernés. C'est donc bien une tension inhérente aux engagements existentiels et pragmatiques qui est à maintenir, ce qui renvoie à une « capacité d'acceptation critique » admettant la « complicité avec le système en place mais tentant néanmoins de se mobiliser et de subvertir le système du dedans » (*ibid.* : 144-145). En somme il s'agit d'hybrider les deux voies identifiées par Geoffrey Pleyers (2010) dans le mouvement altermondialiste, la voie de l'activisme ancré dans la proximité intersubjective et la voie de la contre-expertise valorisant le changement d'échelle ; ce que les composantes de l'économie solidaire s'efforcent d'ailleurs de réaliser en refusant l'illusion confortable d'une Alternative pour actualiser des alternatives, partielles certes, mais non négligeables parce qu'elles font valoir concrètement « une aspiration de déconnexion et d'autonomisation à l'égard des axiomes dominants » (Arnsperger, 2009 : 149).

La vigilance vis-à-vis du registre politique adopté va de pair avec la vigilance à l'égard de l'économisme. Refusant un enfermement dans les termes de l'entrepreneuriat, l'économie sociale comme l'économie solidaire se sont démarquées par leur horizon, celui d'un autre modèle de société. Cependant, elles n'ont pas toujours su résister à l'économisme en exagérant le pouvoir transformateur d'entreprises à propriété collective. Si l'existence de telles entreprises non soumises au pouvoir des actionnaires reste précieuse pour contrecarrer la propension à confondre entreprise moderne et entreprise capitaliste, il s'avère crucial de ne pas se limiter à une approche micro-économique. Les initiatives solidaires, en particulier celles basées sur les rapprochements entre producteurs et consommateurs, ne peuvent être interprétées comme une forme particulière d'entreprise, leur spécificité repose plus largement sur

une combinaison entre leurs dimensions économique et politique. Si les interrogations des années 1970 liées à la consommation de biens et de services ont été un moment occultées, c'est que les restructurations capitalistes ont temporairement capté l'attention autour de l'accès au travail avec les reprises d'entreprises en coopératives pour l'Europe ou les entreprises récupérées pour l'Amérique latine, puis autour de l'urgence du combat contre le chômage et l'exclusion induisant une réorientation des émergences associatives vers l'insertion dans les années 1980. Leur retour à l'orée du XXI^e siècle amène à « réinventer les institutions du marché », pour reprendre encore De Munck, mais aussi à redécouvrir le pluralisme économique en ajoutant à la plasticité des institutions de marché la mobilisation d'autres principes comme la redistribution et la réciprocité, autrement dit les régulations et affectations de ressources émanant des pouvoirs publics comme les expressions collectives issues des délibérations dans des espaces publics. En cela, les alterconsommateurs sont parties prenantes d'une critique qui ne peut rester de l'ordre de la subpolitique.

À cet égard le mouvement altermondialiste dans lequel se croisent syndicalistes et écologistes constitue l'un des lieux à travers lesquels la consommation critique peut rester soucieuse de rapports constructifs avec les producteurs, évitant de relancer un débat stérile sur la préférence donnée au travail ou à la consommation. La clôture d'un champ d'actions et de réflexions dédié à la consommation, voire l'alimentation, ne peut que reproduire les déceptions déjà enregistrées dans le passé. La transversalité est le meilleur rempart contre la sectorisation des problèmes. Pratiquement comme théoriquement, il importe de densifier les circulations et de formuler des questionnements réciproques entre mouvements sociaux et économie solidaire, comme entre acteurs de l'économie solidaire (consommateurs, producteurs, usagers, épargnants...) dans l'optique d'une agrégation graduelle et d'un enrichissement mutuel des expériences.

Bibliographie

- ABENSOUR M., *Le procès des maîtres-rêveurs suivi de Pierre Leroux et l'utopie*, Arles, Sulliver, 2000.
- ARNSPERGER C., *Éthique de l'existence post-capitaliste*, Paris, Cerf, 2009.
- BAUDRILLARD J., *Le système des objets*, Paris, Gallimard, 1968. (Les extraits cités renvoient à la version poche, Paris, Denoël, 1981.)
- CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
- CFDT, *Les dégâts du progrès*, Paris, Seuil, 1977.
- ENRIQUEZ E., « Imaginaire social, refoulement et répression dans les organisations », *Connexions*, 3 : 65-92, 1972.
- FAURE J., RANCIÈRE A., *La parole ouvrière*, Paris, La Fabrique, 2007.
- GIDDENS A., *Beyond left and right. The future of radicals politics*, Cambridge, Polity Press, 1994.
- HABERMAS J., *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1990.
- LIPIETZ A., *Pour le tiers secteur*, Paris, La Découverte/La Documentation française, 2001.
- MARCUSE H., *Pour une théorie critique de la société*, éd. or. 1969. (Les extraits cités renvoient à la tr. fr., Paris, Denoël, 1971.)
- PAGÈS M., BONETTI M., DE GAULEJAC Vincent, DESCENDRE D., *L'emprise de l'organisation*, 1979 ; nouvelle édition, Paris, Desclée de Brouwer, 2009.

- PEREC G., *Les choses. Une histoire des années soixante*, Pocket, 1990.
- PETITCLERC M., *Nous protégeons l'infortune. Les origines populaires de l'économie sociale au Québec*, Montréal, VLB, 2007.
- PLEYERS G., *Alter-globalization*, Cambridge, Polity Press, 2010.
- THOMPSON E. P., *La formation de la classe ouvrière française*, Paris, Gallimard/Seuil, 1998 (tr. fr. 1963).
- TOURAINÉ A., *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969.
- VIENNEY C., *L'économie sociale*, Paris, La Découverte, 1994.